

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



SIGMA AUDIT ALSACE

**Parc des Collines - 65 rue Jean Monnet
68200 MULHOUSE
Société de commissaires aux comptes**

**DOMICILE SERVICES HAUTE ALSACE
Association Intermédiaire
75 allée Glück**

68060 MULHOUSE CEDEX

Société à responsabilité limitée au capital de 7500 €
Membre de la Compagnie Régionale du ressort de la Cour d'Appel de Colmar
RCS Mulhouse 484 731 377 - APE 6920Z
Tél. : 03 89 37 12 08 - Fax : 03 89 37 80 88
E-mail : contact@s2a-cac.fr

DOMICILE SERVICES HAUTE ALSACE
Association Intermédiaire
75 Allée Glück
68060 - MULHOUSE CEDEX

SIRET 344 647 730 00029
APE 7830Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Domicile Services Haute Alsace,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Domicile Services Haute Alsace relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

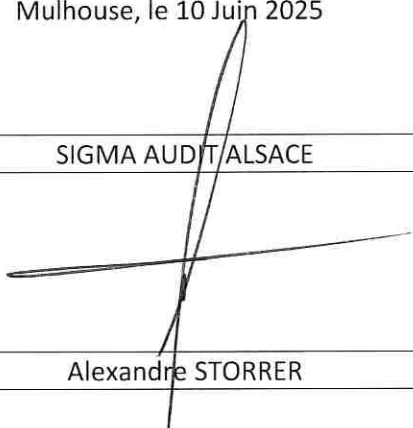
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Mulhouse, le 10 Juin 2025

SIGMA AUDIT ALSACE

Alexandre STORRER

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	29 297	29 297		5 768
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	87 097	68 854	18 243	22 522
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	37 265		37 265	37 265
Autres titres immobilisés				
Prêts	166 819		166 819	164 101
Autres				300
TOTAL I	320 478	98 151	222 327	229 956
Comptes de liaison (1)				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Fournisseurs débiteurs	680		680	1 322
Dont avances, acomptes versés sur commandes				
Créances (2)				
Créances clients, usagers et comptes rattachés (3)	450 864	50	450 815	482 783
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	18 481		18 481	147 745
Valeurs mobilières de placement	207 000		207 000	746 179
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	850 194		850 194	163 612
Charges constatées d'avance	6 635		6 635	4 227
TOTAL III	1 533 854	50	1 533 805	1 545 868
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion Actif (VI)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 854 332	98 200	1 756 132	1 775 824

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à mois d'un an 470121 Dont à plus d'un an

(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.

SIGMA AUDIT ALSACE SàRL

Société de commissariat aux comptes
65 Rue Jean Monnet - 68200 MULHOUSE

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Excedents affectés à l'investissement		
Réserves de compensation		
Réserves de couverture du BFR		
Autres	155 434	163 108
Report à nouveau		
Report à nouveau des activités non contrôlées	1 230 872	1 142 722
Report à nouveau sous gestion contrôlée		
Dépenses refusées ou inopposables aux financeurs		
Charges des activités SMS de prise en compte différée		
Excédent ou déficit de l'exercice (1)	7 051	80 476
Situation nette (sous total)	1 393 356	1 386 306
Subventions d'investissement	1 960	8 029
Provisions réglementées		
Couverture du BFR		
Amort.derog.& prov. pour renouvellement des immobilisations		
Reserves des plus-values nettes d'actif		
Immobilisations grevées de droit		
TOTAL I	1 395 316	1 394 335
Comptes de Liaison		
TOTAL II		
Provisions pour risques	30 170	8 669
Provisions pour charges	2 700	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III	32 870	8 669
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	216	174
Emprunts et dettes financières diverses (3)	44 510	49 935
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	19 464	10 649
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	250 674	266 623
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (5)	13 082	45 439
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	327 946	372 820
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	1 756 132	1 775 824

(1) Dont compte 120 : et compte 129 : résultats sous contrôle de tiers financeurs.

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques:

(3) En particuliers : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.

(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an : 19 464

(5) Dont fonds des majeurs protégés :

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 576 589	2 568 536
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	176 412	191 525
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 215	22 202
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	201	1 207
TOTAL I	2 759 416	2 783 470
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	390 191	376 438
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	136 465	125 776
Salaires et traitements	1 857 686	1 891 811
Charges sociales	374 820	349 331
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	15 487	16 784
Dotations aux provisions	24 201	8 669
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 017	1 714
TOTAL II	2 799 866	2 770 522
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(40 450)	12 948
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	4 609	3 857
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	18 014	673
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		56 177
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	15 771	
TOTAL III	38 394	60 708
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		2 262
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		2 262
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	38 394	58 445

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(2 056)	71 393
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	6 069	8 150
Sur opérations en capital	8 332	8 474
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	14 401	16 624
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		6 318
Sur opérations en capital	3 003	1 062
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	3 003	7 380
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	11 399	9 244
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 292	162
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 812 211	2 860 802
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 805 161	2 780 326
EXCEDENT OU DEFICIT	7 051	80 476
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	1 681	
TOTAL	1 681	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	(1 681)	
TOTAL	(1 681)	

ANNEXE

AU BILAN

ET

AU COMPTE DE RESULTAT

DE L'EXERCICE 2024

Ce rapport constitue l'annexe au bilan clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 1 756 132 euros et au compte de résultat dégageant un bénéfice de 7 051 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. Les éléments significatifs de l'exercice 2024 et événements postérieurs survenus depuis la clôture de l'exercice

L'Association a obtenu le renouvellement du contrat marché public M2A Relais Petite Enfance de Morschwiller-Le-Bas à compter de mars 2024.

En 2024 un important travail de fidélisation des partenaires emploi a été mené. Plusieurs interventions de présentation de notre Association et de nos activités ont été réalisées chez nos partenaires avec pour objectif premier le renforcement des liens du partenariat.

L'Association a poursuivi ses efforts en matière de recrutement. Le maintien de la cooptation s'est avéré fructueux.

L'Association n'a pas obtenu d'autorisation pour la création de nouveaux chantiers d'insertion et de réinsertion comme elle le souhaitait. L'année 2024 a été une année de consolidation du secteur de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE).

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

En 2025 l'Association a prévu de poursuivre ses efforts en matière de recrutement par le maintien de la cooptation, ainsi que les actions de fidélisation auprès des partenaires emploi.

Cependant, la priorité reste le développement et l'augmentation du volume d'heures.

II. Principes comptables et méthodes de base

A. Principes comptables

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions applicables à la clôture de l'exercice :

- ☐ Du code du commerce,
- ☐ Du règlement ANC N°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- ☐ Du règlement ANC N°2019-04, relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- ☐ De l'instruction comptable M22,
- ☐ De l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,
- ☐ Ainsi que des règlements ANC 2014-03 et 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

B. Les liens avec les structures du Réseau APA et Domicile Services Haute-Alsace

Les services communs aux associations du Réseau sont gérés depuis le 1^{er} janvier 2013 par le GCSMS APA Stratégie, pour la refacturation des directeurs et la gouvernance du Réseau, et par le GIE APA Compétences pour la refacturation de tous les autres services fonctionnels.

Ce sont 28 682 euros (contre 82 969 euros en 2023) que le GCSMS a refacturé à DSHA au titre de 2024 et 197 845 euros (contre 140 252 euros en 2023) pour le GIE APA COMPETENCES.

APALIB a refacturé à DSHA des frais de fonctionnement divers qui sont détaillés dans la partie de l'Annexe « charges d'exploitation ».

C. Informations complémentaires

1. Engagement hors bilan dans le cadre de l'indemnité de fin de carrière (IFC) :

Le personnel de DSHA ne relevant pas d'une convention il est soumis au code du travail.

Le montant de l'indemnité de fin de carrière est fixé en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise :

- 1/2 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté
- 1 mois après 15 ans
- 1 ½ mois après 20 ans
- 2 mois après 30 ans

Selon ces paramètres d'attribution seul le personnel d'encadrement peut y prétendre. Le montant de l'IFC étant non significatif aucune provision n'est constituée au 31/12/2024.

2. Impôt sur les sociétés (organismes sans but lucratif)

Par ailleurs, une somme de 2 292 euros a été comptabilisée au titre de l'impôt sur les revenus patrimoniaux (produits financiers).

III. Autres informations

A. Les rémunérations des cadres dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, la quote-part des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés prise en charge par l'association DSHA pour l'exercice 2024 dans le cadre du groupement de fait s'élève à 44 236 euros pour la partie salaires, en montants bruts, et 2 121 euros pour les avantages en nature correspondants.

Le Président exerce son activité à titre bénévole au sein de l'association.

B. Les honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires pris en charge au titre de l'exercice 2024 est de 7 920 euros.

C. Les engagements financiers

Engagements reçus

NEANT

Engagements donnés

NEANT

IV. Notes sur le bilan

A. ACTIF

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

a.) Valeurs brutes et amortissements

RUBRIQUES	IMMOBILISATIONS				AMORTISSEMENTS			
	VALEUR BRUTE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE	CUMULES	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	CUMULES
	01.01.2024			31.12.2024	01.01.2024			31.12.2024
<u>Immobilisations incorporelles</u>								
Concessions								
droits similaires	29 297			29 297	23 529	5 768		29 297
<u>Immobilisations corporelles</u>								
Agencements et installations	948	5 440		6 388	949	365		1 314
Matériel de bureau et informatique	59 220			59 220	45 339	7 563		52 902
Mobilier	21 489			21 489	12 847	1 791		14 638
	81 657	5 440	0	87 097	59 135	9 719	0	68 854
<u>Total des immobilisations</u>	110 954	5 440	0	116 394	82 664	15 487	0	98 151

b.) Méthode de dépréciation

Nature des immobilisations	Taux d'amortissements pratiqués
Logiciels informatiques standard	33.33 %
Installation générale, agencement et aménagement divers	10 % - 20%
Matériel de bureau et informatique	20 % - 33.33%
Mobilier	10%

2. Immobilisations financières

Les titres de participations sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet d'une dépréciation si la valeur d'inventaire devient inférieure.

a.) Mouvements des immobilisations financières

RUBRIQUES	IMMOBILISATIONS			
	VALEUR BRUTE 01.01.2024	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE 31.12.2024
Participations	37 265			37 265
Prêt CIL Effort Construction	164 101	8 332	5 614	166 819
Cautionnements	300		300	
	201 666	8 332	5 914	204 084

b.) Tableau des filiales et des participations

Informations financières	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par l'association et non encore remboursés	Montants des cautions et avals donnés par l'association	Chiffre d'affaire HT du dernier exercice écoulé	Résultats du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par l'association au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
Filiales et participations											
SCI Accueil 75, Allée Gluck MULHOUSE	1 524	31 972	1%	15	15		Néant	59 256	30 448	57	Exercice du 01.01.2024 au 31.12.2024
SCI Concorde 75, Allée Gluck MULHOUSE	1 524	62 007	5%	1 749	1 749		Néant	88 960	60 482	2 675	Exercice du 01.01.2024 au 31.12.2024
SCI Pôle 2005 75, Allée Gluck MULHOUSE	1 500 000	1 561 647	0,33%	5 000	5 000		Néant	88 664	61 647	176	Exercice du 01.01.2024 au 31.12.2024
SCI MSP Bartenheim 75, Allée Gluck MULHOUSE	95 000	93 707	32%	30 000	30 000		Néant	0	-1 293	1 701	Exercice du 01.01.2024 au 31.12.2024
GCSMS APA Stratégie 75, Allée Gluck MULHOUSE	10 000	10 000	10%	500	500		Néant	1 676 353	0	0	Exercice du 01.01.2024 au 31.12.2024

3. Créances

a.) Méthode d'évaluation et méthode de calcul des provisions

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Toutes les créances impayées au 30.09.2024 sont dépréciées à 100 %, à l'exception des cas suivants pour lesquels aucune provision n'est constituée :

- Les créances, quelle que soit leur date, dont le règlement est intervenu dans les premiers mois suivants la clôture
- Les créances dues par les membres du Réseau APA

Créances	Situation au 01.01.2024	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Situation au 31.12.2024
Créances	50			50
Autres créances				
TOTAUX	50			50

b.) Etat des échéances des créances

Créances	Montant brut	A 1an au plus	A plus 1 an
Actif immobilisé	166 819	6 586	160 233
Participations et Créances rattachées			
Prêts	166 819	6 586	160 233
Cautionnements			
Actif circulant	470 025	470 025	
Fournisseurs débiteurs	680	680	
Créances clients	450 864	450 864	
Créances organismes sociaux	14 065	14 065	
Comptes courants des groupements GIE et GCSMS	3 899	3 899	
Autres créances	517	517	
TOTAL GENERAL	636 844	476 611	160 233

c.) Produits à recevoir rattachés aux postes de créances

Comptes	Créances / Produits à recevoir	Montant
	Créances	15 262
4097	Fournisseurs - avoirs à recevoir	680
4181	Clients - produits à facturer	0
4287	Personnel - produits à recevoir	517
4387	Organismes sociaux - produits à recevoir	0
4487	Etat - produits à recevoir	14 065
4687	Divers - produits à recevoir	0

4. Les valeurs mobilières de placement

1/Les SICAV monétaires sont présentées au bilan à leur valeur d'entrée.

Les plus-values latentes ou moins-values latentes sont calculées sur la base du dernier prix de rachat connu à la date de clôture par rapport à l'évaluation figurant au bilan et s'élèvent selon ci-dessous :

TITRES	VALEURS		PLUS/MOINS- VALUES REALISABLES
	au bilan	du dernier cours connu	
Fonds Monétaire BECM- CMAM CASH ISR (RC)	103 000	103 000	0
Fonds Monétaire BECM- UNION + (TC)	104 000	104 000	
TOTAL	207 000	207 000	0

5. Comptes de régularisation – Actif

Les charges constatées d'avance concernent des charges comptabilisées dans l'exercice alors que leur exécution n'est pas effective à la date de clôture.

Elles s'élèvent au 31.12.2024 à la somme de 6 635 euros et se décomposent comme suit :

• CTS - Hébergement du logiciel GTA	2 980€
• APA COMPETENCES – Prestations services numériques	2 176€
• Data Projekt – Hébergement du site internet	759€
• Data Projekt – Maintenance préventive et curative site internet	360€
• Dycal – contrat consommables / copieur	360€

B. PASSIF

1. Fonds associatifs

Tableau de variation des fonds associatifs (tous les fonds sont en gestion propre) :

COMPTES	Au 01/01/2024	Affectation Résultat 2023	VARIATION DE L'EXERCICE		Au 31/12/2024
			Augmentation	Diminution	
Réserves	163 108	-7 674			155 434
Réserves pour investissements	60 637				60 637
Réserves pour projets associatifs	102 471	-7 674			94 797
Report à nouveau (RAN)	1 142 722	88 150			1 230 872
Report à nouveau	1 142 722	88 150			1 230 872
Résultat de l'exercice	80 476	-80 476	7 051		7 051
Résultat de l'exercice	80 476	-80 476	7 051		7 051
Situation nette	1 386 306		7 051		1 393 356
Subventions d'investissements	8 029			6 069	1 960
Total	1 394 335		7 051	6 069	1 395 316

Réserves pour projets associatifs après affectation du résultat 2023 :

Formation Personnel en Insertion	51 404 €
Fonds social salariés	10 000 €
Communication	10 000 €
Conduite du changement	13 393 €
Site internet	10 000 €
TOTAL	94 797 €

2. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées lors de leur versement.

Les subventions sont reprises en résultat au rythme des amortissements des immobilisations correspondantes. La part des subventions virée au compte de résultat en 2024 s'élève à 6 069 euros.

3. Provisions pour risques et charges

L'association ADAPAH 08 était membre du GIE APA Compétences et du GCSMS APA Stratégie. L'association a été mise en redressement judiciaire le 18 janvier 2023 et un plan de cession a été arrêté le 7 juillet 2023. L'association ADAPAH 08 avait alors pour 550 578 euros de créances ouvertes vis-à-vis des deux groupements. La gouvernance du Réseau a refusé le plan de cession et fait une contreproposition à hauteur de 30% des créances.

Il a été décidé de constituer une provision pour risques à hauteur de 70% des créances de l'ADAPAH 08, provision à la charge de chaque membre des groupements et fonction des clefs de redistributions arrêtées pour 2023. Pour DSHA cela représente un montant de 8 669 euros.

A ce jour, le mandataire judiciaire n'est pas en mesure de se prononcer sur le remboursement de ces créances, le passif n'étant pas définitivement arrêté et l'actif étant en cours de réalisation.

Dans les autres provisions pour risques et charges figurent :

1. 21 501 euros pour la provision pour litige prud'hommal. La procédure est toujours en cours au 31 décembre 2024.
2. 2 700 euros de provision pour frais de restitution des véhicules en location longue durée. Cette provision a été évaluée à 1 200 euros en moyenne par véhicule suite à l'analyse des frais de restitution supportés par l'association sur l'exercice 2024.

4. Emprunts et dettes

a.) Etat des échéances des dettes

Dettes	Montant brut	Échéances	
		Jusqu'à 1 an	A plus d'un an
Dettes financières	44 726	44 726	
Emprunts et dettes financières ets crédit	216	216	
Comptes courants des SCI	562	562	
Comptes courants GCSMS APA STRATEGIE	43 948	43 948	
Autres dettes	283 220	283 220	
Fournisseurs et comptes rattachés	19 464	19 464	
Personnel	146 085	146 085	
Organismes sociaux	101 817	101 817	
Impôts, taxes et versements assimilés	2 772	2 772	
Clients - avoirs			
Comptes courants APALIB et APAMAD	11 641	11 641	
Autres dettes	1 441	1 441	
TOTAUX	327 946	327 946	

b.) Charges à payer rattachées aux postes de dettes

Comptes	Dettes / Charges à payer	Montant
408	Fournisseurs – factures à recevoir	8 174
4197	Clients – avoirs à établir	0
4282	Personnel – provision pour congés payés	24 588
4286	Personnel autres charges à payer	264
4382	Charges provisionnées sur congés payés	7 109
4386	Organismes sociaux – charges à payer	0
4486	Etat – charges à payer	1 438
4686	Divers – charges à payer	1 441
5186	Intérêts courus à payer	216

5. Comptes de régularisation – Passif

Les produits constatés d'avance concernent des produits comptabilisés dans l'exercice mais dont l'objet n'est pas réalisé à la date de la clôture.

Aucun produit constaté d'avance n'a été comptabilisé au 31.12.2024.

SIGMA AUDIT ALSACE SaRL
Société de commissariat aux comptes
65 Rue Jean Monnet - 68200 MULHOUSE

V. Notes sur le compte de résultat

A. LES PRODUITS

1. Le chiffre d'affaires

Répartition des prestations de services par secteurs d'activité – Evolution 2024/ 2023 (hors remboursement frais de déplacement & hors produits annexes)

Activités	2023				2024				Rapport N/N-1	
	Nbres heures	% hres	Montant total	Taux moyen de vente	Nbres heures	% hres	Montant total	Taux moyen de vente	heures	%
Personnel détaché	59 653	48,87%	1 309 003	21,94	59 940	51,28%	1 366 380	22,80	287	0,48%
Ménage & garde	3 845	3,15%	87 367	22,72	2 282	1,95%	50 797	22,26	-1 563	-40,64%
Entrep.collectiv.	58 569	47,98%	1 172 166	20,01	54 657	46,76%	1 159 411	21,21	-3 912	-6,68%
TOTAUX	122 067	100,00%	2 568 536	21,04	116 879	100,00%	2 576 588	22,04	-5 188	-4,25%

2. Les subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont enregistrées dès qu'elles sont octroyées.

Financiers	Département Ht Rhin	Etat	Organismes privés	Organismes sociaux	TOTAL
Soutien à l'Encadrement et à l'Activité de l'Associaton	54 432				54 432
DIRECCTE - Aides aux postes		116 520			116 520
DIRECCTE - Régul N-1		1 138			1 138
DIRECCTE - Modulation N-1		4 322			4 322
TOTAUX	54 432	121 980	0	0	176 412

3. Transferts de charges d'exploitation

Au total, les transferts de charges s'élèvent à 6 215€, avec :

➤ Avantages en nature	3 273€
➤ Réseau APA – Prise en charges véhicules	1 077€
➤ INTERJOB – Prise en charge 1/3 des frais du copieur	1 695€
➤ Divers	170€

4. Reprises de provisions

NEANT

5. Les produits financiers

Le total des produits financiers s'élève à 38 393€ et se décompose comme suit :

➤ Produits financiers SCI	4 609€
➤ Autres produits financiers (livret association DSHA)	3 558€
➤ Produits nets sur cessions de VMP	15 770€
➤ Intérêts courus CAT	14 456€

6. Les produits exceptionnels

Les produits exceptionnels s'élèvent à 14 401€ et concernent :

➤ Transfert de charges exceptionnelles (CIL sous forme prêt)	8 332€
➤ Reprise QP subvention investissement	6 069€

B. LES CHARGES

1. Les charges de personnel

Le tableau ci-dessous reprend la ventilation par catégorie de l'effectif moyen salarié et mis à disposition de l'association pendant l'exercice. L'effectif employé à temps partiel ou pour une durée inférieure à l'exercice est pris en compte en proportion du temps de travail effectif, par référence à la durée conventionnelle du travail.

CATEGORIES	EFFECTIF MOYEN en ETP		EFFECTIF MOYEN en ETP	
	Personnel salarié		Personnel mis à la disposition de l'association	
	2023	2024	2023	2024
Cadre	0,88	0,75	0,17	
Employés	9,14	8,94		
Personnel en insertion	68,16	65,08		
Total	78,17	74,77	0,17	0,00

2. Les autres charges d'exploitation

Les refacturations du réseau APA vers DSHA se résument ainsi :

Type de refacturation	2023	2024
Direction et gouvernance	82 969	28 682
Autres services supports	140 252	197 845
Terrains & immeubles	6 050	6 259
Autres frais avancés	4 535	5 382
	233 806	238 168

3. Les charges financières

NEANT

4. Les charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 3 003 euros et correspondent à des charges sur exercices antérieurs.

C. VALORISATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

La valorisation des contributions volontaires à titre gratuit n'a pas d'incidence sur le résultat de l'association. Cette valorisation a l'avantage de donner une appréciation économique réelle des coûts de fonctionnement et de permettre d'anticiper la valeur de remplacement de certains services en cas de défaillance du bénévolat ou de la contribution de service (dans le cadre de mise à disposition gratuite de locaux par exemple).

En pied du compte de résultat, nous trouvons les heures de bénévolat :

➤ Le Bénévolat ou les contributions en travail :

Elles sont valorisées au SMIC horaire, charges fiscales et sociales comprises, ce qui représente en 2024 la somme de 1 681 euros (soit 103 heures valorisées à 16.32 euros de l'heure).